

MARCHÉ DE DÉSIGNATION D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES POUR LA CERTIFICATION DES COMPTES ANNUELS DES EXERCICES 2026 à 2031

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

SIÈGE

15 rue des Minimes – CS 50001
92677 COURBEVOIE Cedex

Tél +33 (0)1 56 65 89 98

Fax +33 (0)1 56 65 86 00
www.inpi.fr – contact@inpi.fr

Établissement public national
créé par la loi n°51-444 du 19 avril 1951

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHÉ	3
2	PROCÉDURE ET FORME DU MARCHÉ.....	3
3	ALLOTISSEMENT.....	3
4	NOTIFICATION DU MARCHÉ.....	3
5	DURÉE DU MARCHÉ	3
6	DÉLAIS D'EXÉCUTION	3
7	VARIANTE	4
8	PRIX DES PRESTATIONS	4
9	VARIATION DANS LES PRIX	4
10	RÈGLEMENT DES COMPTES.....	5
11	AVANCE.....	6
12	VÉRIFICATIONS ET ADMISSIONS.....	6
13	PÉNALITES DE RETARD	6
14	CESSION DE CRÉANCE	7
15	DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS.....	7
16	PLAN D'ASSURANCE QUALITÉ FOURNISSEUR.....	8
17	RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE.....	8
18	PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	8
19	CONFIDENTIALITÉ.....	9
20	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	10
21	OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS.....	11
22	DOCUMENTS À PRODUIRE.....	12
23	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER.....	12
24	RÉSILIATION	12
25	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	13
26	TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE	13
27	DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	13

1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet de confier une mission de certification des comptes sociaux annuels de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) dans le cadre d'un mandat d'une durée de six exercices à compter de l'exercice comptable 2026.

La mission du commissaire aux comptes pourra comporter, à la demande de l'établissement, des interventions qui s'inscrivent dans les diligences directement liées à la mission du commissaire aux comptes, telles que prévues par les normes d'exercice professionnel.

La description des prestations est indiquée dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

2 PROCÉDURE ET FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu au terme d'une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché ordinaire à prix global et forfaitaire.

3 ALLOTISSEMENT

Le marché se compose d'un lot unique, car l'exécution des prestations de certification des comptes est encadrée par des normes qui empêchent la dévolution en lots séparés.

4 NOTIFICATION DU MARCHÉ

Le commissaire aux comptes sera désigné conformément à l'article 30-2 de la loi 84-148 du 1^{er} mars 1984 relatif aux modalités de certification des comptes des établissements publics. La notification du marché interviendra au terme de cette procédure.

5 DURÉE DU MARCHÉ

La durée du mandat confié au titulaire du marché est de six exercices. Le mandat du présent marché couvrira en conséquence les exercices 2026 à 2031 inclus pour la certification légale des comptes.

Le mandat de commissariat aux comptes débute à compter du premier jour de l'exercice comptable 2026 et s'achève à l'issue du Conseil d'Administration approuvant les comptes de l'exercice 2031.

6 DÉLAIS D'EXÉCUTION

Pour chaque exercice comptable, les projets de rapports de certification des comptes annuels devront être remis au moins 15 jours avant le 1^{er} conseil d'administration de l'année qui devra approuver les comptes de l'exercice précédent.

En cas de dépassement des délais, le titulaire encourt les pénalités de retard prévues à l'article 14 du présent CCAP.

7 VARIANTE

Les variantes sont interdites.

8 PRIX DES PRESTATIONS

Contenu des prix

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, la cession des droits de propriété intellectuelle attachée aux prestations réalisées, ainsi que tous les frais et sujétions non explicitement décrits et liés à l'exécution des prestations. Aux termes de l'article R. 823-15 du code de commerce, les éventuels frais de déplacements ou de séjour du titulaire ou de ses représentants sont remboursés dans les conditions fixées à l'article 80 du présent CCAP.

Frais de déplacement

Les éventuels frais de déplacements ou de séjour du titulaire ou de ses représentants directement liés à la réalisation des prestations sont pris en charge par l'INPI et doivent être intégrés au prix forfaitaire dans l'acte d'engagement.

9 VARIATION DANS LES PRIX

Le présent marché est passé à prix fermes la première année, puis révisibles annuellement, à la date anniversaire du marché.

Les prix sont révisibles à la hausse comme à la baisse, par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Le montant global et forfaitaire est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre. Ce mois est appelé "mois zéro".

La révision sera effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient C_n de révision donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \frac{SYN}{SYN_0}$$

- SYN_0 est la valeur, au mois zéro, de l'indice Syntec (honoraires des salariés de la chambre syndicale des sociétés d'études et de conseil),
- SYN est la valeur de cet indice au quatrième mois précédant la date de demande de révision des prix.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut);
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Par dérogation à l'article 10.2.1 du CCAG-TIC, les révisions de prix sont applicables :

- aux factures ultérieures concernant les prestations forfaitaires et unitaires sur relevé, débutant à compter de la deuxième année d'exécution du marché,

- aux bons de commande notifiés après la réception des nouveaux tarifs, sous réserve de la validation des prix par l'INPI.

Procédure de variation des prix :

Le titulaire s'engage à transmettre au moins **un (1) mois** avant la reconduction du marché, les prix révisés représentant son résultat du calcul, par courrier électronique avec accusé de réception, à l'adresse électronique suivante : revision.prix@inpi.fr

L'INPI peut dans un délai d'un (1) mois contester ledit résultat et adresser son propre résultat de calcul. Le titulaire aura alors dans un délai de 7 jours la possibilité de l'accepter, cette acceptation étant acquise dans son silence, ou d'apporter tous éléments pour justifier le résultat de son calcul initial ou le corriger.

Clause de sauvegarde

L'INPI se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché si le changement de tarif conduit, sur un an, à périmètre constant, à une augmentation des dépenses supérieure à 3%.

10 RÈGLEMENT DES COMPTES

Remise des factures à l'INPI

10.1.1 Facturation électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'État Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Au choix du titulaire, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail <https://portail.dgfi.finances.gouv.fr/cpp/>

Les informations permettant de déposer les factures sur Chorus portail pro sont les suivantes :

- Siret : n° 18008001200248 ;
- Code service Chorus Pro : FFFINANCIER ;
- Engagement juridique (la numérotation vous sera précisée lors de la notification) : EJ/SF/.../.....
- Numéro de marché (la numérotation vous sera précisée lors de la notification) : 2025/XX.

Ces informations devront également figurer dans l'entête de la demande de paiement.

10.1.2 Mentions de la facture

Outre les mentions obligatoires réglementaires, chaque facture mentionnera les indications suivantes :

- la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et pouvoir adjudicateur),
- l'objet succinct du marché,
- la nature, le prix des prestations réalisées et la phase d'exécution correspondante,
- le montant total hors taxes,

- le montant de la TVA, suivant le taux en vigueur,
- le montant total TTC.

Modalités de règlement

Le paiement des sommes dues au titulaire au titre du marché s'effectue sur présentation de factures et après service fait, suivant les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Le paiement des prestations forfaitaires s'effectue selon l'échéancier de paiement suivant et sur la base de la quote-part annuelle du prix global et forfaitaire (soit 1/6^{ème} du prix global et forfaitaire, ce dernier étant fixé pour 6 exercices budgétaires) :

- 10 % : lors de la remise des lettres de mission ;
- 10 % : lors de la remise des rapports de synthèse opérationnels ;
- 70 % : lors de la remise des projets de rapports de certification des comptes annuels ;
- 10 % : après le passage en conseil d'administration.

Selon qu'il sera isolé ou partie d'une prestation globale, le règlement sera considéré comme acompte ou paiement partiel définitif.

Délai global de règlement

Le délai global de règlement des sommes dues est fixé à 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par l'INPI.

11 AVANCE

Une avance de 10% du montant annuel (€ TTC) sera accordée au titulaire dans les conditions prévues à l'article R 2191-16 du code de la commande publique, sauf s'il la refuse expressément dans l'acte d'engagement, selon la formule suivante :

$$\text{Avance} = \text{Prix forfaitaire annuel du marché (euros TTC)} \times 10 \%$$

Elle sera réglée sans formalités dans le délai de 30 jours suivant la notification du marché.

Le remboursement de l'avance se fera dans les conditions prévues aux articles R 2191-19 du code de la commande publique.

12 VÉRIFICATIONS ET ADMISSIONS

Les vérifications et admissions conditionnent le paiement des prestations acceptées.

Les différentes étapes de vérification prévues au CCAG-FCS s'appliquent.

13 PÉNALITES DE RETARD

Dispositions générales

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, une pénalité de 200 € HT par jour de retard sera appliquée pour tout retard dans la réalisation des prestations objet du marché.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités seront applicables sans montant plancher.

Préalablement à l'application des pénalités, l'INPI adressera un courrier recommandé au titulaire. Celui-ci aura un délai de 15 jours pour faire parvenir ses éventuelles observations. A défaut, les pénalités seront appliquées de plein droit et seront calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Si des observations motivées sont transmises dans le délai imparti, l'INPI se réserve le droit d'apprécier si les retards sont imputables, en tout ou partie, au titulaire et ainsi de moduler ou non les pénalités.

Dispositions particulières relatives au travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire, d'un montant forfaitaire égal à 1000 euros, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail. Le montant des pénalités sera toutefois plafonné par celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

14 CESSIION DE CRÉANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir des créances qu'il détient sur l'INPI au titre du présent marché, il doit demander à l'INPI la délivrance d'un certificat de cessibilité.

Ce certificat comporte notamment le montant du marché non sous-traité par le titulaire, et doit être remis à l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement.

Une fois le certificat fourni, il ne peut en être émis d'autres exemplaires.

15 DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché dans les conditions prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et les articles L 2193-1 à L 2193-14 et R 2193-1 à R 2193-16 du code de la commande publique.

Désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché

La désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché est soumise à l'agrément du pouvoir adjudicateur. Elle sera formalisée par acte spécial et est subordonnée à la présentation des documents suivants, fournis par le titulaire contre récépissé ou par lettre recommandée, avec avis de réception :

① Une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le cas échéant, les modalités de variation de prix ;

(Ces informations peuvent être regroupées dans un acte spécial de sous-traitance, imprimé DC4, disponible sur le site Internet du ministère de l'économie et des finances, à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>)

② Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

③ Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

④ Le certificat de cessibilité du marché si celui-ci a été délivré par l'INPI. Le montant figurant sur ce certificat doit être modifié par l'INPI en fonction du montant sous-traité.

Modalités de paiement direct

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, agréé par l'INPI, est payé directement, après accord du titulaire.

Le sous-traitant adresse sa facture conformément aux dispositions des articles R 2193-11 à R 2193-16 du code de la commande publique :

Article R 2193-11 : « *Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.* »

Article R 2193-12 : « *Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur.* »

Article R 2193-13 : « *Passé le délai mentionné à l'article R. 2193-12, le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées.* »

Article R 213-14 : « *Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées à l'article R. 2193-11 ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal. L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.* »

Article R2193-15 : « *L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.* »

Article R 2193-16 : « *Lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation mentionné à l'article 2 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation.* »

Il est en outre à noter qu'en application des articles L 2192-1, L 2192-5 et L 2192-6 du code de la commande publique, le dépôt des demandes de paiement des sous-traitants, à l'instar des factures des titulaires de marchés, doit s'effectuer sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>), hormis dans le cas de marchés relatifs à des impératifs de défense ou de sécurité nationale.

16 PLAN D'ASSURANCE QUALITÉ FOURNISSEUR

Le prestataire qui est certifié Qualité fournit dans son offre un plan d'Assurance Qualité Fournisseur détaillant les actions Qualité qui seront mises en œuvre afin de vérifier la conformité du produit/service aux exigences Qualité de son périmètre d'activité.

17 RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE

Le titulaire assumera les conséquences de ses propres défaillances et de celles de son ou de ses sous-traitants quelle que soit la nature des prestations, et quel que soit le lieu de leur exécution. L'Institut se réserve le droit de réclamer au titulaire l'indemnisation des conséquences financières de ces défaillances.

18 PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Lorsqu'il a accès à des données à caractère personnel pour l'exécution des prestations, ou lorsqu'il met en œuvre un traitement sur des données à caractère personnel pour le compte de l'INPI, le

titulaire se conforme aux obligations du règlement général sur la protection des données personnelles et à la loi Informatique et libertés modifiée.

Il veille notamment au strict respect des dispositions légales en cas de traitement en dehors de l'Union européenne, et en particulier des articles 44 et suivants du RGPD.

Lorsque le titulaire recrute un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques pour le compte de l'INPI, le titulaire se conforme aux dispositions de l'article 28 du règlement général sur la protection des données personnelles. Les mêmes obligations en matière de protection de données que celles fixées entre l'INPI et le titulaire sont imposées à ce sous-traitant par contrat.

De manière générale, le titulaire s'assurera de :

- respecter la finalité du traitement qui lui est confié ;
- suivre les instructions documentées de l'INPI ;
- garantir la confidentialité des données qui ne pourront être traitées que par des collaborateurs sensibilisés et formés à la protection des données personnelles ;
- mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque ;
- ne pas transférer les données hors UE sans l'autorisation expresse de l'INPI ;
- ne pas faire appel à un sous-traitant sans l'autorisation expresse de l'INPI ;
- s'assurer le cas échéant que le sous-traitant présente les mêmes garanties quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données ;
- aider l'INPI à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées ;
- notifier à l'INPI toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 72 heures après en avoir pris connaissance ;
- notifier à la Cnil toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 72 heures après en avoir pris connaissance si la violation en question est susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques et à fournir les informations requises à l'article 33 du RGPD ;
- aider l'INPI à réaliser le cas échéant des analyses d'impact relatives à la protection des données ;
- s'assurer du sort des données au terme du marché, en accord avec l'INPI ;
- communiquer les coordonnées de son délégué à la protection des données personnelles ;
- tenir un registre de sous-traitant ;
- mettre à la disposition de l'INPI la documentation nécessaire à prouver sa conformité.

Chacune des parties s'engage à coopérer activement avec l'autre partie en cas de demande de la Cnil.

19 CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire s'engage à ne divulguer, en aucun cas, les documents ou renseignements confidentiels qui lui seraient communiqués par l'INPI à l'occasion de l'exécution du présent marché et à faire respecter cette obligation par son personnel et ses éventuels sous-traitants.

20 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le titulaire cède, dans les conditions énoncées ci-après, les droits de propriété intellectuelle attachés aux documents réalisés dans le cadre du présent marché (ci-après les « Prestations »).

Etendue des droits cédés

La présente cession comprend le droit de reproduction, de représentation et d'adaptation des Prestations sur tous supports et par tous vecteurs, modes et procédés connus et inconnus à ce jour et notamment l'exploitation directe ou dérivée, adaptations et formats, par voie d'imprimerie, optique, magnétique, électronique, électromagnétique, sur papier, film, cassette, vidéodisque, disque optique numérique (dont notamment CD, CD-ROM, DVD, DVD-Rom, HDVD, Blu-Ray), ou tout autre support actuel ou futur à des fins de reproduction, fabrication, diffusion, télédiffusion, usage privé et de tous droits qu'implique l'exercice des droits cédés.

- a) Le droit de reproduction comprend encore le droit de reproduire et faire reproduire tout ou partie des Prestations sur tous supports, actuels ou futurs, et notamment :
 - le droit de numériser les Prestations, de les mettre en mémoire sur tout support, de moduler, compresser, décompresser ou utiliser tous les autres procédés techniques de même nature à l'égard des Prestations numérisées pour les besoins de son stockage, son transfert, son traitement informatique, son adaptation et/ou son exploitation ;
 - le droit de modifier, reformater, d'extraire, d'incorporer les Prestations, ou tout élément des Prestations.
- b) Le droit de représentation comprend notamment la communication à tout tiers des Prestations par tous procédés et moyens connus et inconnus à ce jour et notamment par voie de présentation, diffusion par tous procédés, notamment numérique (télédiffusion par voie hertzienne (numérique ou analogique, cryptée ou non, payante ou non) ou terrestre, satellite, fil, câble, télématique, intranet, extranet, Internet, WAP, ADSL, VOD, et plus généralement tout service électronique distant en ligne ou hertzien, etc.) et transmission et télétransmission dans un lieu public ou privé.
- c) Le droit d'adaptation comprend :
 - i. le droit d'effectuer la reproduction, la représentation et la publication par extraits des Prestations, par les modes et procédés prévus aux paragraphes ci-dessus;
 - ii. le droit d'assembler et d'intégrer les Prestations, ou tout élément le composant pris isolément, dans toute autre œuvre ou document, et ce par tout moyen et selon tout procédé technique ou artistique ;
 - iii. le droit de modifier, faire évoluer, et décliner les Prestations, ou tout élément les composant ou s'y intégrant pris isolément, notamment sous toute forme, couleur, proportion ;
 - iv. Le droit d'éditer tout service électronique, reproduisant, représentant ou incorporant les Prestations, ou tout élément le composant ou s'y intégrant pris isolément ;

Plus généralement, le droit d'adaptation comprend le droit d'adapter tout ou partie des Prestations, les faire évoluer en les déclinant, les modifier pour un usage, une finalité ou un marché particulier, sous quelque forme que ce soit.

A titre purement illustratif, et sans que cela ne puisse s'interpréter ou constituer une limitation expresse ou tacite des droits cédés définis ci-dessus, il est entendu que l'INPI pourra exploiter les Prestations, d'une part, pour les besoins du présent marché, d'autre part, aux fins de toutes actions, interne, institutionnelle, ou externe, afférentes à la réalisation de ses missions statutaires

Territoire et durée

La cession des droits visés ci-dessus est réputée s'effectuer au fur et à mesure de la réalisation des Prestations par le titulaire.

Cette cession vaut pour le monde entier pour toute la durée des droits de propriété intellectuelle, telle qu'elle résulte des dispositions du code de la propriété intellectuelle et des conventions internationales ratifiées par la France, y compris les cas de prolongation éventuelle de cette durée.

Exclusivité

La cession de droits objet du présent article est accordée à titre exclusif par le titulaire à l'INPI.

En vertu de cette exclusivité, le titulaire s'engage à n'utiliser en aucun cas, directement comme indirectement, les Prestations et à ne communiquer en aucune circonstance les Prestations à un tiers sans l'accord écrit préalable de l'INPI.

Garanties

Le titulaire garantit à l'établissement public être seul titulaire des droits cédés au titre du marché et pouvoir en conséquence les céder sans que l'INPI soit jamais ni recherché, ni inquiété à cet égard, pour quelque cause et sur quelque fondement juridique que ce soit et pour la durée et l'étendue géographique de la présente cession.

Le titulaire fait son affaire d'obtenir de toute personne ayant participé à la création des Prestations, qu'elle soit ou non son salarié, son fournisseur ou son sous-traitant, la cession des droits de propriété littéraire et artistique précités.

Si l'INPI est victime d'un trouble de jouissance des livrables fournis, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

Les mesures propres à faire cesser le trouble de jouissance sont les suivantes, au choix du titulaire :

- soit modifier ou remplacer les éléments en litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché ;
- soit faire en sorte que la personne publique puisse utiliser les éléments en litige sans limitation et sans paiement de licence.

La personne publique, si elle fait l'objet d'une assignation fondée sur un droit de propriété intellectuelle portant sur l'un des éléments de prestations, s'engage pour sa part à :

- aviser le titulaire, dans un délai de quinze jours, de l'assignation qu'elle aurait reçue ;
- l'appeler en cause en qualité de garant et à souffrir qu'il soulève les moyens utiles à sa défense ;
- accepter qu'il négocie, si bon lui semble, le désistement du demandeur, étant précisé qu'il n'en résultera aucune dépense supplémentaire à la charge de la personne publique.

Rémunération

Il est entendu entre les parties que le prix de la présente cession de droit est compris dans la rémunération globale due au titulaire.

Droit moral

L'INPI s'engage à respecter le droit moral du ou des auteurs des Prestations conformément aux articles L121-1 et suivants du Code de Propriété Intellectuelle.

Résiliation

Nonobstant la résiliation, résolution, ou annulation du marché, les droits patrimoniaux se rapportant aux Prestations demeureront acquis à l'INPI tant qu'il n'en sera pas décidé autrement, par une décision de justice définitive passée en force de chose jugée.

La résiliation, la résolution ou l'annulation du marché ne remettra pas en cause les droits acquis par des tiers antérieurement, sous la réserve que ces tiers respectent les conditions de la présente cession.

21 OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS

Le titulaire a l'obligation de nommer un responsable technique et administratif chargé de la conduite de l'exécution des prestations pour l'INPI.

Le changement de responsable technique et administratif doit être impérativement et immédiatement signalé par écrit et au préalable à l'INPI. Le nom, les coordonnées, la formation et l'expérience du remplaçant devront être notifiés par écrit.

L'INPI s'engage à communiquer au titulaire le nom, les coordonnées professionnelles et la fonction de la personne chargée de conduire et de diriger le suivi technique et administratif du présent marché dans les 15 jours suivants la notification du marché.

22 DOCUMENTS À PRODUIRE

Conformément aux dispositions des articles L.8222-1 à L.8222-3, R8222-1, D.8222-5 ou D.8222-7 à D.8222-8 du code du travail et du décret n°2005-1334 du 27 octobre 2005, le titulaire du marché a l'obligation de produire à l'INPI, à la **conclusion du marché et tous les six mois** à compter de la notification du marché, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions.

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L.8254-1 à L.8254-4 du code du travail, le titulaire doit remettre lors de la conclusion du marché, puis **tous les six mois** jusqu'à la fin du marché, une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des prestations, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

En cas de non remise des documents susmentionnés, l'INPI peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché au tort du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

23 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. "

Les candidats se référeront aux dispositions du titre IX, chapitre 3 du code de la commande publique pour connaître les modalités pratiques du recours à la sous-traitance.

24 RÉSILIATION

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R 2143-6 et suivant du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail conformément à l'article R 2143-8 du code précité, il pourra être fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

L'INPI se réserve le droit d'apprécier, dans chaque cas, selon la gravité de l'inexactitude et le caractère, volontaire ou non, de l'erreur commise, s'il y a lieu ou non d'infliger une sanction.

Les dispositions des articles 38 et suivants du CCAG-TIC applicables aux différents cas de résiliation sont applicables au présent marché.

La résiliation du marché devra être précédée d'une mise en demeure préalablement notifiée au titulaire et assortie d'un délai d'exécution, restée infructueuse.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

En cas de résiliation, quel qu'en soit le motif, le titulaire devra restituer tous les enregistrements réalisés à l'INPI.

25 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES

Le tribunal compétent pour connaître de tout litige entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent contrat est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie même pour les procédures de référé ou sur requête.

Toutefois, si l'une des parties a l'intention d'engager une action devant le tribunal administratif, elle ne pourra le faire qu'à la condition d'avoir saisi au préalable le comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges dans les conditions prévues par les articles D 2197-15 à D 2197-17 du code de la commande publique.

26 TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire exécute personnellement le présent marché. Aucun transfert de ses droits et obligations au profit d'un tiers ne pourra être fait sans l'autorisation préalable de l'INPI et la conclusion préalable d'un avenant. A défaut, le marché pourra être résilié sans mise en demeure et sans indemnité au profit du titulaire.

27 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent CCAP déroge au CCAG-FCS conformément au tableau ci-dessous.

Article(s) du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations	Article(s) du CCAG-FCS au(x)quel(s) il est dérogé
9 13	10.2.3 et 10.2.1 14

L'acte d'engagement déroge au CCAG-FCS conformément au tableau ci-dessous.

Article(s) de l'acte d'engagement par lesquels sont introduites ces dérogations	Article(s) du CCAG-FCS au(x)quel(s) il est dérogé
8	4.1